

## Compte-rendu du Conseil Territorial de Santé du 28 avril 2022

### Membres participants

France VAUTIER (Réseaux de Santé Paris Ouest)  
Yvonne KASPERS (URAPEI)  
Catherine PEQUART (Fédération Addictions)  
Lamia EL ARAJE (Conseil Départemental)  
Jacques DESCHAMPS (Ligue contre le Cancer)  
Alain BEAUPIN (FNCS)  
Bernard JABIN (Mutualité Française)  
Yves FERRARINI (Actions Traitement VIH)  
Dominique GUEZOU (CROM IDF)  
Catherine GEHRART (CFDT Retraités)  
Brigitte HUON (France Alzheimer)  
Rachida INAOUI-ROZE (URPS Médecins)

Romain BEGUE (CPAM 75)  
Anne SOUYRIS (Ville de Paris)  
Tom DUREPAIRE (Ville de Paris)  
Helyette LEFEVRE (UNAFAM 75)  
Romy LASSERRE (SYNERPA)  
Catherine BAYLE (APHP)

### Agence Régionale de Santé- DD75

Tanguy BODIN  
Alain BEAUVOIS  
Corinne CHOURAQUI  
Laure LE COAT  
Mathilde DUPRE  
Romain BARRES  
Martin BEGAUD  
Baptiste SERVOTTE

### Ordre du jour :

1. **Actualités de la Délégation Départementale de Paris** (*M. TANGUY BODIN – Directeur Départemental, DD75*)
2. **Etat des lieux de la démographie médicale à Paris** (*M. ROMAIN BEGUE – Directeur de la régulation et des relations avec les usagers CPAM75*)
3. **Point d'étape sur les actions menées dans les EHPAD**
  - *Intervenants :*
    - *Laure Le Coat, cheffe de pôle Autonomie, DD75*
      - *COVID – Point de situation dans les EHPAD et évolution des recommandations*
      - *Information sur les inspections contrôles menées et à venir dans les EHPAD*
    - *Mme Romy LASSERRE - EHPAD PEAN :*
      - *Présentation des projets innovants en EHPAD*

### 1. Actualités de la Délégation Départementale de Paris (M. TANGUY BODIN - DD75)

- Covid-19

Les indicateurs restent stables, mais sont toujours conséquents : 5000 personnes hospitalisées à date, 404 malades en soins critiques. Les centres de vaccination ont fermé en mars sans que des difficultés ne soient constatées en ville, les pharmacies et cabinet médicaux ayant pris le relai. La campagne de rappel en EHPAD ne pose également plus de difficultés particulières, le processus étant à présent rodé. Concernant les dépistages, de nouveaux barnums « sauvages » ont été observés, l'ARS et la Ville continuent les contrôles.

#### - **Accueil des réfugiés ukrainiens**

Le sas de Porte de Versailles est désormais le seul lieu d'accueil de la région Île-de-France. La DRIHL met en place un dispositif d'accueil citoyen. Une plaquette a été rédigée par l'ARS et traduite en Ukrainien avec des contacts ressources adaptés aux situations de personnes avec ou sans droits ouverts. Elle est jointe à l'envoi du présent compte rendu.

#### - **Tensions hospitalières**

Environ 8% de postes d'infirmiers ne sont pas pourvus à l'APHP à date et les services d'accueil des urgences sont en tension. Pour l'heure, le risque est élevé mais maîtrisé, de plus grandes difficultés sont constatées dans les autres départements franciliens. La cellule régionale d'anticipation et de régulation des tensions pour l'offre est remise en service, et une cellule départementale sera également mise en place.

#### **Réactions des participants**

Des demandes de précisions ont été faites par les participants concernant le profil des patients COVID.

**La représentante de l'URPS** demande à ce que lui soit envoyée la plaquette proposée afin d'orienter les réfugiés ukrainiens.

Plusieurs échanges ont eu lieu concernant les tensions hospitalières :

- **La représentante de la CFDT Retraités** pointe l'importance de la régulation libérale, **L'DD75** indique qu'une réunion sera effectivement organisée pour éviter les carences dans les MMG et sur le plateau du CRRA 15. L'augmentation des téléconsultations pourrait également être un levier.
- La représentante de **l'URPS** a demandé si les régulateurs pourraient être rémunérés via la FIR avant juillet pour les départements concernés. **L'DD75** confirme que suite à la création de l'ADMLR2 (URPS, régulateurs, CPTS...), le financement a pu être débloqué sur Paris.
- **La représentante de l'UNAFAM** a insisté sur la nécessité d'avoir une stratégie spécifique sur la psychiatrie. En retour, **L'DD75** indique qu'une cellule de régulation des lits de psychiatrie au niveau régional a été mise en place (il permet de sortir de la sectorisation). La délégation propose de présenter ce dispositif au prochain CTS.

## **2. Etat des lieux de la démographie médicale à Paris (M. ROMAIN BEGUE – CPAM75)- Présentation en pièce-jointe**

Au 1er janvier 2022, Paris compte :

- 10 393 prescripteurs libéraux
- 6 632 auxiliaires médicaux
- 1 360 structures de santé.

On observe une baisse du nombre de médecins généralistes à Paris (-70 en 3 ans). De manière générale, on observe qu'il y'a plus de profils spécialistes sur Paris. On recense relativement peu de médecins généralistes secteur 1 (34% de l'ensemble) par rapport au national. La majorité des médecins a une activité libérale pure, la part des spécialistes en libéral intégral étant de 45%. La pyramide des âges est une pyramide renversée : la catégorie la plus représentée est celle des 65 ans et +, tandis que la moyenne d'âge des médecins exerçant sur le territoire est de 58 ans. Le nombre de sages-femmes et de maisons de santé est en hausse, mais partait d'un point bas. A l'inverse, le nombre de pharmacies est en baisse mais la densité du maillage reste forte sur le territoire.

Le développement des centres de santé représente un phénomène considérable sur le territoire : on en recense 275 au 1<sup>er</sup> janvier 2022. La prochaine loi de financement de la Sécurité Sociale (LFSS) devrait donner aux autorités plus de moyens afin de mieux encadrer leurs ouvertures.

Concernant les transports sanitaires, des évolutions positives sont aussi constatées sur les ambulances et VSL. Il y'a eu une chute des taxis conventionnés entre 2019 et 2022, mais une reprise est constatée depuis 2022. ¼ des taxis de Paris exercent une activité conventionnée avec l'AM.

Le déploiement du dispositif d'assistants médicaux a donné lieu à 68 contrats à Paris.

### ***Réactions des participants***

**Le représentant de la fédération des centres de santé** a pointé son inquiétude concernant la multiplication rapide des centres de santé, dont de multiples centres de santé dentaires incluant parfois une activité de médecine générale. Elle appelle à la régulation de ce secteur face à l'arrivée des centres à but lucratif et rappelle que le réseau de CDS existant prend une large part des soins de premier recours.

**La représentante de l'URPS** a également exprimé son inquiétude concernant la large part de téléconsultations réalisées par des centres de santé à but non lucratif et pointé un risque de désorganisation de l'offre de soins, si les médecins ne font que de la téléconsultation.

**Le représentant de la CPAM** a rappelé en retour que la dérogation donnée pendant la période COVID concernant la télémedecine s'achèvera au 31 juillet 2022 au plus tard et que la norme de 20% d'activité maximale en télémedecine reprendra alors cours. En réponse aux questions des participants sur les acteurs éligibles ou non à des dérogations, la CPAM a indiqué qu'il n'y a pas de dérogation générale prévue, mais qu'un dispositif territorial spécifique existe : SOS Médecins a par exemple une dérogation au périmètre de Paris en tant qu'organisation territoriale coordonnée de télémedecine : en l'absence du médecin traitant, la téléconsultation est autorisée. Il est néanmoins à préciser que 80% des téléconsultations sont réalisées avec le médecin traitant.

D'autres questions des participants ont porté sur les modalités de régulation de l'entrée des médecins dans les secteurs 1 et 2. **Le représentant de la CPAM** a indiqué que l'accès au secteur 2 fait l'objet d'une régulation sur des titres. Concernant la régulation des montants de dépassement d'honoraire : une régulation des pratiques tarifaires excessives est réalisée à l'Assurance Maladie : chaque année, l'ensemble des bases d'honoraires est analysée. La CPAM rappelle également le système OPTAM en place depuis 2016, qui limite à 150% du tarif conventionnel le dépassement d'honoraire. **La représentante de l'URPS** estime en retour que la rémunération associée au secteur 1 est insuffisante à assurer la viabilité des acteurs, dans un contexte de coût du foncier très important sur Paris. **Le représentant de la Fédération des Centres de Santé** a indiqué partager la préoccupation de l'URPS sur le coût du foncier mais constater des demandes de rémunération très élevées de certains spécialistes, qui peuvent bloquer des recrutements salariés même à temps partiel sur certains centres de santé.

**Anne Souyris, adjointe à la maire de Paris en charge de la santé publique** a souhaité revenir sur le sujet des centres de santé, et s'interroge notamment sur la cession de ceux de la Croix Rouge Française au groupe Ramsay. Elle a rappelé son souhait de préserver le patrimoine de santé que représente les centres de santé sur le territoire parisien. **L'DD75** a précisé que les évolutions relatives au Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic de la rue de Valois devra faire l'objet d'une saisine formelle de l'ARS, qui donnera lieu à une instruction en lien avec les orientations du Projet Régional de Santé. Sur le transfert des centres de santé, l'ARS n'intervient pas, s'agissant d'un agrément, mais il a été rappelé qu'un centre de santé doit toujours être conventionné de secteur 1 avec un objectif de faciliter l'accès aux soins.

Concernant la démographie médicale, **l'DD75** a indiqué constater une accélération de la problématique en ville et à l'hôpital avec le COVID, qui pourrait être due notamment à des départs de professionnels de Paris ou à des accélérations de départ à la retraite. L'ARS est mobilisé sur ce sujet et travaille avec les CPTS parisiennes, en lien avec la CPAM et la Ville de Paris afin de renforcer l'attractivité médicale et la fidélisation des professionnels. **Des échanges ont également lieu avec l'URPS.**

### **3. Point d'étape sur les actions menées dans les EHPAD**

### **3.1. Intervention de Laure Le Coat, cheffe de pôle Autonomie, DD75**

#### **i. COVID – Point de situation dans les EHPAD et évolution des recommandations**

La situation se stabilise, on observe la fin des clusters de dimensionnement importants. 14 établissements sur 80 sont concernés. Les établissements sont montés en compétence, et n'alertent qu'en cas de problème majeur, l'ARS poursuit toutefois sa veille. L'ARS demande également la réouverture des structures vers l'extérieur, sauf difficulté particulière.

#### **ii. Information sur les inspections contrôles menées et à venir dans les EHPAD**

Sur dix ans, de 2012 à 2021 inclus, l'ARS Île-de-France a effectué 144 inspections / contrôles de 126 des 708 EHPAD dans la région (soit 18 % des établissements franciliens). Une majorité des contrôles (53 %) concernait le secteur privé à but lucratif.

Les révélations faites dans le livre « Les fossoyeurs » ont généré une forte émotion et des interrogations au sein de l'Agence sur sa fonction de régulation et sa capacité à capter les signaux, sa mission de contrôle et d'inspection et sur le partage de compétence avec les Conseils départementaux.

Dès la première semaine de février, un programme exceptionnel de contrôle a été lancé avec 3 niveaux de contrôle (inspections sur pièce, sur site ciblées, ou sur site générale). Notre direction de l'inspection s'est mobilisée rapidement pour développer des outils adéquats et accompagner les équipes d'inspections. Une dizaine d'EHPAD a été contrôlée à Paris, l'objectif étant de contrôler les 80 EHPAD parisiens dans les deux ans.

L'objectif est en tout cas de créer un choc de transparence, en renforçant les outils juridiques, de signalement et les échanges sur les documents budgétaires. La gestion des ressources humaines est un sujet d'importance significative, sur lequel l'ARS souhaite renforcer son action.

#### ***Réactions des participants***

**France Vautier, représentante des réseaux de santé de Paris et médecin gériatre** a alerté sur une situation dramatique, déjà connue des professionnels et sur des inspections souvent annoncées aux EHPAD. Elle souligne le besoin de ressources additionnelles, au-delà des inspections. **L'ARS DD-75** a précisé que les inspections réalisées depuis février ont été conduites sur un mode inopiné.

**La représentante de la CFDT Retraités** lance un groupe de travail sur les CVS et souhaite développer des relais au niveau des établissements. **Le représentant de la fédération des centres de santé** souligne l'importance du rôle des lanceurs d'alerte (syndicats, remontées des familles).

### **3.2. Présentation des projets innovants en EHPAD (Mme Romy LASSERRE - EHPAD PEAN, Présentation jointe)**

EHPAD 94 lits ouvert depuis 2001 (CPOM signé en 2021), habilité aide sociale à 100% et comptant 15 places de Centre d'Accueil de jour thérapeutique ainsi qu'une crèche de 20 berceaux dont 3 réservés au personnel. 123 résidents accueillis, dont 90% sont atteints de maladie neuro-évolutive à différents stades.

L'EHPAD mutualisé un EHPAD avec un IDE de nuit porté par le SSIAD de nuit et a également un médecin prescripteur (0,2 ETP pour 30 résidents)

L'EHPAD a de nombreux projets en cours :

- Activités intergénérationnelles avec la Maison des Boutchou (crèche) et des rencontres avec des femmes victimes d'excision.
- Actions en faveur des aidants : un groupe de 8 à 12 aidants suivent un parcours en présentiel de 7 ateliers de 2h sur des thèmes tels que la maladie d'Alzheimer et apparentées, l'alimentation ainsi qu'une journée « vis ma vie de résidents »
- Projet Optimed (article 51 ARS IDF)
- Terr e-Santé (Particip13-14)
- Pari3S (IPEP porté par les CPTS des 13ème et 14ème)
- Projet Orchid (recherche et échanges avec Taiwan)

D'autres projets sont également :

- PEAN @DOM : 15 places hors les murs afin de suivre des personnes à leur domicile, de la même manière qu'on les suivrait en EHPAD et en coordonnant les acteurs du territoire pour faire en sorte qu'il y ait une vie sociale.
- Un programme d'accompagnement individualisé en soirée (PASA) est également en projet afin d'améliorer la qualité de vie des résidents et de permettre un étalement des couchers selon leurs spécificités.

### ***Réactions des participants***

Les initiatives de l'EHPAD PEAN ont été unanimement saluées par les participants. Un besoin d'accompagnement spécifique sur le sujet de la psychiatrie a été pointé par la représentante de l'UNAFAM. L'ARS a salué ces initiatives visant à ouvrir l'EHPAD sur la cité, qui s'inscrivent pleinement dans les orientations régionales en la matière.